

Réseau suisse
contre l'excision



Une décennie d'engagement
Rapport annuel anniversaire
du Réseau suisse contre l'excision

Dix ans du Réseau : conseil, formation, prévention et information

En Suisse, l'excision reste une forme de violence réelle et souvent invisible. Les filles et les femmes concernées ou menacées ont besoin de protection, de conseils et de structures fiables. C'est précisément pour cela que le Réseau suisse contre l'excision s'engage, et ce depuis dix ans. Avant de rendre hommage à ce qui a été accompli à travers une rétrospective et les témoignages de notre réseau, jetons un œil sur le travail effectué en 2025.

2025 : une année riche en événements

Avec quelque 170 demandes traitées, le point de contact national a enregistré un nombre de sollicitations inédit. Cette situation s'explique notamment par le renforcement de la collaboration avec les organisations actives dans le domaine de l'asile, ainsi que par la légère augmentation du nombre de demandes d'asile émanant de pays tels que l'Érythrée et la Somalie, où la prévalence de l'excision E/MGF (excision/mutilations génitales féminines) est élevée. Une prise de contact précoce dans le cadre de la procédure d'asile permet d'apporter rapidement un soutien psychosocial et médical, ainsi qu'un accompagnement, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'E/MGF comme motif de fuite lié au genre.

Des développements importants ont également eu lieu au niveau régional : dans le canton de Berne, deux nouveaux points de contact ont été mis en place, le Centre pour la contraception, la sexualité et le planning familial (FaPla) à Thun et Berateria à Burgdorf. Dans le canton de Zoug, le centre « eff-zett – das Fachzentrum » a aussi obtenu la qualification de point de contact régional. Dans les cantons où des

offres existaient déjà, le Réseau a favorisé la consolidation et la mise en relation des structures.

En outre, le travail de prévention via les réseaux sociaux a été développé : plusieurs multiplicateurs et multiplicatrices ont partagé leurs contributions ou des vidéos produites en commun sur leurs canaux. La forme numérique du travail de prévention ne remplace toutefois en aucun cas les événements en présentiel : l'année dernière, des multiplicateurs et multiplicatrices ont organisé environ 13 interventions de prévention, souvent dans des locaux privés. Les échanges en personne restent essentiels pour aborder ce sujet tabou et faciliter l'accès aux offres de soutien.

Par ailleurs, le Réseau a organisé une quinzaine d'événements de sensibilisation en 2025. Au total, 364 professionnel·les des secteurs de la santé, du social et de l'immigration ont participé à ces actions – un chiffre réjouissant, car des connaissances approfondies sont essentielles pour identifier rapidement les personnes concernées et leur apporter un soutien efficace.



Manifestation professionnelle
sur la violence domestique,
mai 2025

« Nous devons briser le silence »

INTER
VIEW

Trois multiplicatrices, trois perspectives, un objectif commun : protéger les filles et les femmes contre l'excision et renforcer les personnes concernées. Au cours de cet entretien, Omayma el Tahir, Safiyo Hussein et Sosuna Esayas évoquent leur travail quotidien et les progrès réalisés, puis expliquent les domaines dans lesquels il reste encore des efforts à fournir.

Vous vous engagez depuis de nombreuses années au sein du Réseau suisse contre l'excision. Qu'est-ce qui vous motive ?

Omayma el Tahir : Le sujet me concerne personnellement, ayant moi-même été excisée quand j'étais petite. C'est pour cela que je veux changer les choses. Je veux soutenir les femmes et éviter que d'autres filles doivent encore vivre cette expérience aujourd'hui. En Suisse, il y a plus d'espace pour en parler ouvertement. Pour moi, il était important de rompre ce silence.

Safiyo Hussein : C'est pareil pour moi. Je voudrais contribuer à ce que les femmes concernées – et leurs maris – en sachent plus sur le sujet.

Sosuna Esayas : Le besoin d'information reste effectivement important. Les femmes doivent savoir qu'elles ont droit à une aide et où trouver du soutien.

Vous évoquez le manque de connaissances : comment cela se traduit-il dans votre travail quotidien ?

Safiyo Hussein : En tant qu'interprète au point de contact régional de Zurich, je constate chaque jour à quel point l'information est importante. De nombreuses femmes concernées ne connaissent pas le lien entre leurs problèmes de santé et l'excision. Il est essentiel qu'elles soient informées de l'origine de leurs douleurs et qu'elles sachent quelles aides sont à leur disposition.

Sosuna Esayas : Dans les groupes de discussion, je constate souvent que beaucoup de femmes ne sont pas bien informées sur les conséquences de l'excision. Certaines savent à peine quelle forme d'excision elles ont subi, à qui elles peuvent s'adresser ou quel·les gynécologues spécialisées dans ce domaine.

Observez-vous aussi des améliorations ?

Safiyo Hussein : Oui, je vois des progrès. La collaboration entre les points de contact régionaux et les représentant·es juridiques dans le domaine de l'asile s'est nettement améliorée. Les professionnel·les sont également mieux sensibilisé·es. Les femmes souffrant de complications sont aujourd'hui plus souvent adressées à des gynécologues spécialisées.

Sosuna Esayas : Parallèlement, des lacunes subsistent. Lors des consultations médicales, on se contente souvent de demander à une femme si elle a été excisée. Beaucoup ne savent pas répondre, car elles l'ont été lorsqu'elles étaient bébés et personne ne leur en a jamais parlé. Il faudrait davantage d'explications et des indications concrètes sur les aides disponibles.

Comment la prise de conscience a-t-elle évolué au sein des communautés ?

Omayma el Tahir : Je vois définitivement un changement. De nombreuses personnes connaissent aujourd'hui les conséquences sur la santé et abordent le sujet plus ouvertement qu'auparavant. La loi suisse, qui interdit explicitement les mutilations génitales féminines, joue également un rôle. De nombreuses familles affirment même qu'elles ne feraient jamais exciser leurs filles. Mais cela reste encore un sujet tabou.

Y a-t-il une rencontre ou une expérience qui vous a particulièrement touchée et que vous souhaiteriez partager ici ?

Safiyo Hussein : Il y a quelque temps, j'ai assuré l'interprétation lors d'un entretien de conseil avec une requérante d'asile mineure. Elle souffrait de maux très intenses. Une médecin lui a expliqué qu'il était possible de procéder à une défibulation, c'est-à-dire à une ouverture chirurgicale de la cicatrice résultant de l'infibulation, qui pourrait soulager ses douleurs pendant les règles et la miction. La médecin a été très professionnelle, mais la jeune femme a refusé la défibulation.

Pourquoi ?

Safiyo Hussein : Lors du trajet de retour en tram, la jeune femme m'a expliqué qu'elle ne pouvait pas faire cette opération, car elle craignait la réaction de sa communauté somalienne : les gens penseraient qu'elle n'est plus vierge et elle ne trouverait pas de mari. J'ai pris ses craintes au sérieux, je lui ai parlé plusieurs fois au téléphone et j'ai établi une relation de confiance au fil des semaines. Finalement, elle a décidé de se faire opérer. Aujourd'hui, elle en est très heureuse, elle n'a plus aucun problème de santé, et elle semble plus sûre d'elle : c'est une nouvelle personne. C'est impressionnant.

Le Réseau suisse contre l'excision fête ses dix ans ! Que lui souhaitez-vous pour l'avenir ?

Sosuna Esayas : Plus d'événements pour les femmes concernées, au cours desquelles des spécialistes répondent directement aux questions.

Safiyo Hussein : Encore plus de travail de relations publiques. En collaborant avec les instances régionales, le sujet pourrait être rendu plus visible.

Omayma el Tahir : L'important, c'est que le travail continue. C'est ainsi que nous atteignons les personnes concernées et que nous pouvons protéger les filles. Cette pratique [ndlr : l'E/MGF] doit cesser.



Place à la fête !

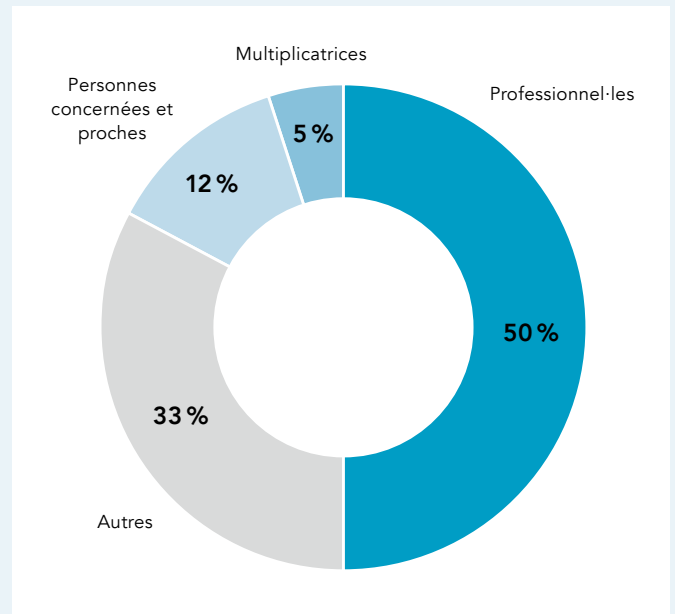
Le 6 février 2026, à l'occasion de la Journée Internationale contre l'E/MGF, le Réseau suisse contre l'excision a célébré ses dix ans d'existence à Berne en présence de personnes multiplicatrices et de spécialistes. Un moment festif agrémenté d'une rétrospective, de boissons, de nourriture et de musique.





Conseil : 1200 demandes au cours des dix dernières années

Au cours des dix dernières années, les conseillères du point de contact national du Réseau ont traité environ 1200 demandes. Elles ont observé une augmentation constante des sollicitations : alors qu'en 2016, elles en avaient reçu 86, en 2025, 169 personnes en quête de conseils se sont adressées au point de contact national. Comme le montre également la figure, ces dernières années, le premier contact a été établi par des professionnel·les dans la moitié des cas ; en revanche, les personnes concernées et leurs proches se sont rarement adressées directement au centre de consultation, tant le sujet est tabou et source de honte. Les consultations étaient le plus souvent axées sur des demandes liées à une excision déjà subie ou à la menace potentielle d'une jeune fille. Ces dernières années, les questions de droit de la migration ont en outre pris de plus en plus d'importance dans le conseil.

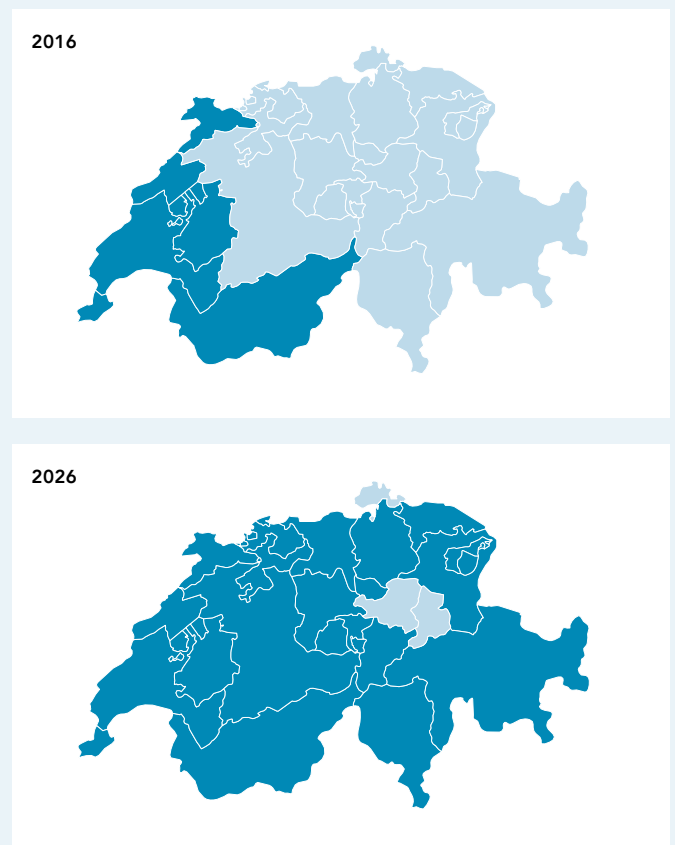


Premier contact pris par (point de contact national, 2016–2026)

Conseil et soutien dans les régions

Sur mandat de la Confédération, le Réseau a mis en place des offres d'aide régionale psychosociale et médicale dans toute la Suisse, dans le but d'offrir aux femmes et aux jeunes filles concernées un soutien facilement accessible et proche de leur lieu de résidence. Dans la plupart des cas, le personnel des centres de santé sexuelle locaux a suivi une formation complémentaire sur l'E/MGF.

La mise en place de ces offres régionales est remarquablement avancée. Une comparaison entre les années 2016 et 2026 (voir carte) montre clairement qu'alors que des structures de ce type existaient déjà depuis longtemps en Suisse romande, le Réseau a accompagné, à partir de 2016, la mise en place d'offres en Suisse centrale, orientale et méridionale. Il s'agit maintenant de consolider les points de contact existants et d'assurer leur financement à long terme, pour garantir aux filles et aux femmes concernées et menacées l'accès à une aide médicale et psychosociale dans le futur.



Points de contact régionaux dans les cantons : 2016 et 2026



Sensibilisation et formation continue au cours des dix dernières années

L'E/MGF en Suisse, un sujet de niche? Oui et non. La Suisse compte de nombreuses personnes issues des communautés migrantes concernées: on estime à 24 600 le nombre de filles et de femmes touchées par l'E/MGF ou potentiellement exposées à ce risque. Pour que les spécialistes puissent en reconnaître les signes et aborder ce sujet tabou avec professionnalisme, il est essentiel de les sensibiliser de manière ciblée.

Depuis sa création il y a dix ans, le Réseau suisse contre l'excision a formé environ 3000 professionnel·les lors de 139 manifestations. Les priorités thématiques ont légèrement évolué au fil du temps, suivant les mêmes tendances que celles que nous avons observées dans le contenu des consultations: la demande a augmenté notamment dans les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance, ainsi que dans celui de l'immigration. La sensibilisation des professionnel·les de santé, qui sont dans le cadre de leur activité le plus souvent en contact avec les jeunes filles concernées ou menacées, reste toujours aussi importante.

Afin de garantir des soins adaptés, il est nécessaire d'ancrer durablement les connaissances spécialisées. C'est un défi compte tenu de la rotation de personnel, en particulier dans le secteur de la santé. Des formations continues et des offres de formation récurrentes restent donc indispensables.

Comment parler de l'excision ?

Le Réseau suisse contre l'excision s'engage pour que ce sujet tabou soit abordé au sein des communautés issues de la migration et par les professionnel·les – une condition essentielle pour que les personnes concernées et menacées puissent bénéficier d'un soutien adéquat. Mais comment parler de ce sujet sensible et intime sans stigmatiser ni blesser ?

Afin d'apporter son soutien dans ce domaine, le Réseau a élaboré ou contribué à l'élaboration de divers documents de référence au cours des dix dernières années, notamment un guide sur l'E/MGF et la protection de l'enfance, des recommandations à l'intention des professionnel·les de la santé, ainsi qu'une formation en ligne. Le Réseau a également participé à l'élaboration de la lettre de protection, publiée en 2024 par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans plusieurs langues de migration, et destinée à protéger les jeunes filles lors de voyages à l'étranger.

Pour plus d'informations et pour suivre les derniers événements, consultez la plateforme www.excision.ch. Ce site web a été développé en 2016 en collaboration avec des représentations de différentes communautés issues de la migration; il est mis à jour régulièrement et propose des contenus destinés aux professionnel·les et aux communautés en sept langues.



Documentation de référence sur l'E/MGF

Regard vers l'avenir

Le travail du Réseau et les acquis des dix dernières années n'auraient pas été possibles sans le soutien des offices fédéraux qui nous ont confié ce mandat, de nos partenaires dans les cantons, des spécialistes et d'un grand nombre de femmes et d'hommes engagé-es dans les communautés concernées. Nous leur adressons nos chaleureux remerciements et nous réjouissons de relever ensemble les défis à venir.

Le fait que 23 cantons proposent désormais aux personnes concernées ou menacées par l'E/MGF des points de contact régionaux facilement accessibles pour une prise en charge médicale et psychosociale constitue indéniablement un succès. Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Il est rare que ces services soient financés durablement, et le travail du Réseau reste donc essentiel, d'autant plus qu'il est également responsable de la mise en réseau, du travail de fond, de la formation continue et du traitement de demandes

de conseil plus complexes. Un financement substantiel du Réseau suisse contre l'excision par la Confédération est prévu jusqu'en 2029, après quoi son avenir reste incertain. Malgré les défis actuels en matière de politique sociale et financière, il ne faut pas oublier que l'excision est synonyme de souffrances à vie pour de nombreuses victimes et constitue une violation des droits humains, du droit des femmes et du droit des enfants. Nous devons agir ensemble et avec détermination pour mettre fin à cette pratique.



Événement communautaire à Genève

Organismes responsables:

u^b

**UNIVERSITÄT
BERN**

IZFG
INTERDISZIPLINÄRES ZENTRUM
FÜR GESCHLECHTERFORSCHUNG

* **SANTÉ SEXUELLE
SEXUELLE GESUNDHEIT
SALUTE SESSUALE**
SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA

CARITAS Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Impressum

Rédaction: Simone Giger et Denise Schwegler (Caritas Suisse)

Photos: Caritas Suisse

**Conseil et information pour les professionnel·les
et les personnes concernées :**

Caritas Suisse

Denise Schwegler, Simone Giger

Téléphone 041 419 23 55

dschwegler@caritas.ch, sgiger@caritas.ch

info@excision.ch

www.excision.ch